Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

INFO 154

02-2014

Des partenariats pour accélérer l'innovation en Europe

Développement de produits biosourcés innovants en Sardaigne

Des investissements dans la jeunesse pour de meilleures perspectives d'emploi en Espagne

ISSN 0250-3867

www.bei.org

INFO 154

La BEI – La banque de l'UE

Juillet 2014

Éditorial

Alors qu'elle commence doucement à entrevoir la fin de la crise, l'Europe doit se tourner vers les nouveaux défis qui se profilent à l'horizon. Un des défis les plus urgents, déjà d'une actualité criante, est la perte de compétitivité dans certains secteurs clés. Étant donné que d'autres régions du monde sortent de la crise plus rapidement et accélèrent la cadence, l'Europe doit redoubler d'efforts pour maintenir son avance concurrentielle à l'échelle mondiale. Une conclusion que l'on peut d'ores et déjà tirer aujourd'hui est que pour atteindre cet objectif, l'Europe doit investir davantage dans l'innovation. Il est évident qu'en sa qualité de banque de l'UE, la BEI s'engage pleinement à aider l'Europe à relever ce défi.

Les modalités d'organisation de l'innovation évoluent. De nos jours, l'innovation s'articule plus que jamais autour de la coopération entre les fabricants, les fournisseurs, les clients et les centres de recherche du secteur public. La collaboration avec des tiers pour faire progresser de nouvelles idées ou commercialiser de nouveaux produits fait précisément partie intégrante du modèle économique des entreprises pionnières. Soucieux de mobiliser des investissements, les innovateurs créent de nouveaux partenariats.

La Banque doit adapter son activité de financement à ce nouveau mode de fonctionnement et répondre aux besoins de nouveaux groupes de clients. C'est la raison pour laquelle elle noue des partenariats à l'échelle européenne et nationale avec des entités publiques et privées pour mettre au point de nouveaux produits, combler les lacunes du marché et soutenir l'innovation et les compétences à l'appui d'une économie en expansion. De la sorte, la BEI peut aider à transformer les bonnes idées en véritables créneaux d'activité.

Ce numéro de BEI Info met à l'honneur les projets vecteurs d'innovation et de compétences, tout en soulignant la valeur ajoutée des partenariats pour l'innovation. La Banque s'associe à des intermédiaires pour soutenir l'enseignement supérieur et de jeunes pousses à forte croissance, en s'inscrivant dans des partenariats avec des institutions publiques pour moderniser les campus européens. La BEI travaille aux côtés des entreprises, des promoteurs de projets, des partenaires financiers et de la Commission européenne pour prendre en charge une partie du risque inhérent aux initiatives innovantes.

La BEI est un partenaire majeur du soutien aux projets appuyant l'innovation et les compétences en faveur de la croissance économique, qu'il s'agisse de financer des programmes de recherche ambitieux, d'épauler des petites entreprises d'essaimage ou de mobiliser des fonds pour le développement de réseaux numériques. Pour la seule année 2013, la BEI a investi quelque 17,2 milliards d'EUR dans ce domaine. Appuyer les investissements axés sur l'innovation, les compétences et la compétitivité accrue fait partie de la mission de la Banque consistant à assurer à l'Europe un potentiel de croissance et d'emploi. ■

La BEI soutient des projets appuyant l'innovation et les compétences en faveur de la croissance économique.

Sommaire

ZOOM SUR LA BEI

03 Des partenariats pour accélérer l'innovation en Europe
06 La consultation sur la politique de transparence de la BEI est lancée
07 En bref

LA BEI EN ACTION

08 Les chiffres du soutien à l'innovation et aux compétences
10 « Une référence pour les opérations futures »
12 Des investissements dans la jeunesse pour de meilleures perspectives d'emploi en Espagne
13 Des prêts étudiants pour favoriser l'égalité des chances dans l'accès à l'enseignement supérieur en Hongrie
14 Le projet « Opération campus » prend son envol en France
15 Des services de téléphonie mobile à large bande renforcés pour le Portugal
16 « L'Europe ne manque pas d'idées novatrices, ni d'exemples d'excellence scientifique »
18 Gains de croissance pour les petites entreprises innovantes
20 Développement de produits biosourcés innovants en Sardaigne
22 Quand l'innovation financière rencontre l'innovation pharmaceutique

DU NOUVEAU @ LA BEI

23 Du nouveau @ la BEI

BEI Info est une publication périodique du département Communication de la Banque européenne d'investissement. – Responsable de publication : Sabine Kayser – Présentation : EIB graphicTeam, Sabine Tissot – Photos : photothèque de la BEI, © Matrica, © NOS, © Renault Design, © WU Vienna, © Astrium / C. Hériaux / 2004, © Inmarsat, © Santander, © Diákhitel Központ Zrt., © Imperial Innovations, © Unicreditgroup Austria. – Vos commentaires sont les bienvenus. Prière d'adresser vos remarques et suggestions à beiinfo@bei.org.

Des partenariats pour accélérer l'innovation

en Europe

L'Europe est confrontée à un important défi en matière de compétitivité et d'innovation. C'est pourquoi le Groupe BEI noue des partenariats avec d'autres acteurs pour accélérer le lancement de nouveaux produits visant à pallier les lacunes du marché, à aider les innovateurs à transformer de bonnes idées en débouchés commerciaux et à ouvrir de nouvelles perspectives pour les jeunes en Europe. L'innovation est cruciale pour alimenter une croissance durable, créer des emplois et garantir la compétitivité à long terme de l'Europe.

Alors que l'Union européenne retrouve le chemin de la croissance, il est temps de regarder vers l'avenir et de ne pas céder à la complaisance : nous devons investir davantage et nous montrer plus créatifs et productifs afin d'assurer la croissance et l'emploi futur en Europe.

Zoom sur les compétences des jeunes – relever le défi de la formation de talents

Nul doute que cette crise ne sera pas terminée tant que les réformes n'auront pas d'effets visibles sur le marché de l'emploi et qu'elles ne se révéleront pas pérennes. Des difficultés structurelles telles que l'adéquation de l'enseignement aux besoins du marché du travail restent au cœur de la problématique. Une banque d'investissement ne peut pas résoudre ces problèmes : il incombe aux États membres de l'UE de créer, par le biais de réformes structurelles, les conditions nécessaires à la préparation adéquate des jeunes européens au marché de l'emploi. Néanmoins, chaque fois que possible, la BEI est prête à apporter son concours pour répondre à l'une des menaces les plus sérieuses de notre époque, à savoir le spectre d'une génération perdue.

L'été dernier, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté des mesures visant à lutter contre le chômage des jeunes en Europe. À l'époque, la BEI avait convenu d'apporter 6 milliards d'EUR pour appuyer les investissements en faveur de l'amélioration des possibilités de formation et la création d'emplois. Fin 2013, cette somme atteignait 9 milliards d'EUR et, cette année, la Banque entend à nouveau apporter une contribution de 6 milliards d'EUR au minimum.

La BEI soutient les investissements qui améliorent la qualité et l'accessibilité de l'enseignement grâce à la modernisation d'établissements universitaires et l'octroi de prêts en faveur des étudiants. Le plan de 1,3 milliard d'EUR destiné au financement de treize campus scientifiques et universitaires en France ainsi que les dispositifs performants de prêts aux étudiants en Hongrie et en Espagne qui ont aidé des jeunes à accéder à l'enseignement supérieur – des initiatives mises en lumière dans ce numéro – en témoignent. En agissant ainsi, la BEI cherche à contribuer à l'amélioration de la base de compétences de la prochaine génération de travailleurs et, partant, à créer de nouvelles possibilités d'emploi. L'éducation et les compétences sont également des facteurs clés pour accroître la compétitivité. Les industries compétitives et à forte intensité de recherche-développement (R-D) ont notamment besoin d'une main-d'œuvre hautement qualifiée pour prospérer.

Les infrastructures dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont un autre ingrédient pour stimuler l'innovation technologique. Le satellite Alphasat apporte des services de communications voix et données à grande vitesse dans des régions reculées et NOS modernise son réseau de téléphonie mobile à large bande, chacun avec l'appui financier de la BEI comme le montre ce numéro de BEI-Info. Il ne s'agit que de deux exemples du soutien apporté par la BEI aux infrastructures dans le secteur des TIC, où il est nécessaire d'investir pour répondre aux besoins croissants de données en Europe et poser les bases d'un renforcement de la productivité et de la croissance.

Remédier à l'insuffisance de l'investissement

L'Europe doit relever le défi de la compétitivité et de l'innovation à l'échelle mondiale, où elle risque d'être prise en étau entre une économie américaine « plus intelligente » et une économie chinoise qui connaît une croissance plus soutenue et accroît rapidement

ses capacités de recherche-développement. Depuis dix ans, les investissements de R-D représentent moins de 2 % du PIB européen. En Asie, le Japon et la Corée du Sud y consacrent plus de 3 % de leur PIB. Même la Chine investit un peu plus que l'Europe dans la R-D alors qu'aux États-Unis, la part des investissements de R-D dans le PIB est stable, à environ 2,8 %.

La Commission européenne estime que, pour atteindre l'objectif de consacrer 3 % du PIB de l'UE à la R-D, l'Europe doit accroître d'environ 130 milliards d'EUR par an ses investissements en la matière. De surcroît, dans l'industrie, il manque annuellement près de 350 milliards d'EUR pour les investissements de modernisation, dont environ 90 milliards d'EUR pour combler le retard pris en matière de technologies manufacturières de dernière génération.

Il est donc essentiel de repenser l'investissement public. L'insuffisance des financements nécessaires au renforcement de la compétitivité internationale de l'Europe est flagrante. Le défi des années à venir sera de faire à nouveau de l'Europe une figure de proue en matière technologique. À cet égard, les technologies clés génériques jouent un rôle important en favorisant le développement de nouveaux produits et services. Elles bénéficient d'un soutien à l'échelle de l'UE. La BEI apporte également sa contribution en appuyant des projets tels que Matrica, également présenté dans ce numéro, qui utilise de grandes technologies génériques pour la production de produits chimiques « verts » en Sardaigne.

Des partenariats innovants pour soutenir des investissements « intelligents »

À l'instar des entreprises de l'Union européenne, nous devons procéder plus intelligemment en concevant de nouvelles formes de coopération et en continuant à innover. C'est précisément ce que la Banque a fait récemment en mettant au point plusieurs nouveaux instruments financiers pour remédier à des problèmes particuliers et en s'associant à d'autres acteurs pour aller plus loin dans cette voie. Le nouvel instrument de soutien à la croissance en Grèce appelé « Institution for Growth in Greece » (IfG) en est un exemple récent. Dans le cadre de ce dispositif, la BEI travaille en étroite coopération avec la République hellénique et la banque allemande de développement (Kreditanstalt für Wiederaufbau) afin de pallier les déficits de financement conjoncturels et structurels qui pénalisent actuellement l'économie grecque (voir également la section « En bref »).

En juin, le Groupe BEI (BEI et FEI) et la Commission européenne ont réaffirmé leur engagement à soutenir les activités de recherche-développement et d'innovation (RDI) en Europe. Ils ont lancé une nouvelle gamme de produits dans le cadre du dispositif InnovFin – Financement européen de l'innovation. Ces instruments visent à compléter l'offre financière du Groupe BEI en faveur des projets de RDI. Un des premiers prêts accordés au titre d'InnovFin a été signé avec UCB. Cette opération avec UCB est aussi une première car elle repose sur une approche innovante de financement du co-développement à risque visant à soutenir les activités de R-D de cette entreprise biopharmaceutique (voir l'article consacré à ce sujet).

InnovFin – Financement européen de l'innovation

L'innovation nécessite l'accès à des financements à un coût raisonnable. Un des principaux freins à la mise en œuvre d'activités de recherche et d'innovation (R-I) est l'insuffisance des capitaux disponibles, à des conditions acceptables, pour les entreprises innovantes car leurs investissements font généralement intervenir des produits et technologies complexes, des marchés entièrement nouveaux et des actifs incorporels. Afin de pallier cette difficulté, la Commission européenne et le Groupe BEI ont uni leurs forces pour offrir des financements à l'appui de projets de R-I aux entités qui ont souvent du mal à y accéder.

« Ces instruments financiers représentent un moyen innovant pour investir dans des entreprises et des activités propices à la croissance. À l'échelle du monde, l'UE est à la traîne pour ce qui concerne les investissements privés dans l'innovation. Aussi devons-nous encourager les banques à accorder des prêts à ce type de projets et aider les sociétés à forte intensité de recherche à avoir accès à ces financements. Cela nous aidera à réaliser l'objectif que s'est fixé l'UE, à savoir consacrer 3 % du PIB à l'investissement dans la R-D d'ici à 2020 », a déclaré Mme Máire Geoghegan-Quinn, commissaire européenne chargée de la recherche, de l'innovation et de la science, à l'occasion du lancement du dispositif InnovFin début juin.

InnovFin offre des solutions de financement adaptées à un large éventail de clients, allant des jeunes pousses innovantes aux grandes entreprises, en passant par les institutions publiques. On estime que, dans les sept années à venir, les différents volets du dispositif InnovFin permettront de mettre plus de 24 milliards d'EUR de ressources à la disposition de projets de recherche et d'innovation menés par des PME et des grandes entreprises et par les promoteurs d'infrastructures de recherche.

Afin de répondre rapidement aux demandes de financement, des procédures simplifiées ont été mises en place pour que le délai nécessaire à la mise à disposition des financements (entre la première prise de contact avec la BEI et la signature du contrat) soit compris entre trois et six mois. La vérification préalable à laquelle procède la BEI comprend une évaluation de l'admissibilité du promoteur ou du projet, de la viabilité technique, économique et environnementale du projet, ainsi que de la situation et des perspectives financières du promoteur.

Dispositif InnovFin – Financement européen de l'innovation

PME	ETI	Grandes entreprises	Services de conseil
InnovFin Garanties pour les PME	InnovFin Garanties pour les ETI	InnovFin Grands projets	InnovFin Services de conseil
InnovFin Capital-risque pour les PME	InnovFin Financement de la croissance des ETI		

produits directs — produits indirects

Un dispositif qui repose sur le succès d'un programme pilote

« Aujourd'hui, l'Europe a besoin d'une croissance économique durable pour maintenir son niveau de vie et garantir la protection sociale et l'emploi. Pour y parvenir, il est indispensable d'investir dans l'innovation. La stratégie Europe 2020 a pour objet la réalisation d'une croissance intelligente avec des moyens intelligents. Nous devons veiller à ce que les ressources limitées du budget de l'UE soient utilisées pour produire un maximum d'effets. C'est la raison pour laquelle le Groupe BEI et la Commission européenne se sont à nouveau associés pour lancer une nouvelle série d'instruments financiers et de services de conseil », souligne Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI.

Grâce au panachage des ressources budgétaires de l'UE et des solutions de financement du Groupe BEI, nous aidons à faire plus avec moins, en mobilisant des investissements d'autres parties au profit de l'innovation en Europe. InnovFin repose sur le succès du Mécanisme de financement avec partage des risques (MFPR) conçu dans le cadre du septième programme-cadre de l'UE pour le financement de la recherche et du développement technologique (7e PC), qui a servi à financer 114 projets de recherche et d'innovation pour un montant de l'ordre de 11,3 milliards d'EUR et à fournir des garanties sur prêts d'une valeur supérieure à 1,4 milliard d'EUR. InnovFin devrait doubler ces montants et avoir un effet de levier.

Les projets innovants financés portent sur des infrastructures de recherche de grande dimension, telles que le laser à électrons libres de Sincrotrone en Italie, sur des innovations pharmaceutiques, notamment le programme de Gedeon Richter en Hongrie, et le transfert de technologies avec Imperial Innovations (voir l'article à ce sujet), ainsi que sur des initiatives promues par des entreprises de taille intermédiaire comme la société finlandaise Rovio, créatrice du jeu Angry Birds qui jouit d'une renommée mondiale, et par d'autres petites sociétés innovantes soutenues par le biais du Fonds européen d'investissement (voir l'article à ce sujet).

Des évaluations indépendantes montrent que les projets au titre de ce programme ont des retombées économiques potentiellement importantes ainsi que des effets externes positifs et qu'ils jouent un rôle clé pour assurer la compétitivité de l'Europe au niveau mondial. La stratégie Horizon 2020 et en particulier l'initiative intitulée Union de l'innovation visent à renforcer la capacité d'innovation de l'Europe et elles poursuivront donc cette mission. Un des principaux défis à relever consiste à stimuler les investissements dans la R-D de manière durable et avec des moyens intelligents, afin de permettre à l'Europe de combler son retard sur les États-Unis, le Japon et d'autres pays en matière d'innovation.

En tant que banque de l'Union européenne, la BEI cherche à apporter une valeur ajoutée allant au-delà des conditions avantageuses de ses prêts, en panachant les ressources, en attirant des financements supplémentaires et en fournissant d'importants conseils durant les phases de préparation et de suivi des projets en vue de les mener à bien. L'expérience passée montre que de nombreux projets de recherche et d'innovation ont du mal à obtenir des financements alors qu'ils présentent des données fondamentales satisfaisantes. Les services de conseil les aident à tirer parti de ces fondamentaux et à ajuster certains aspects tels que la gouvernance, les sources et la structure de financement, afin d'améliorer leur accès au crédit.

« Le volet « Services de conseil » du dispositif InnovFin bénéficiera du savoir-faire du Groupe BEI pour aider les investisseurs et les promoteurs à mettre en œuvre de nouveaux investissements innovants et à s'appuyer sur les initiatives déjà fructueuses. On prévoit que, dans les sept années à venir, le volet « Services de conseil » contribuera à plus de 20 milliards d'EUR d'investissements réalisés par les secteurs public et privé », déclare Wilhelm Molterer, vice-président de la BEI.

En accordant des prêts, en panachant des ressources et en offrant des services de conseil à l'appui de l'innovation et des compétences, la BEI peut contribuer à renforcer la productivité et la compétitivité de l'Europe afin d'assurer, pour l'avenir, la croissance et l'emploi. ■

La consultation sur la politique de transparence de la BEI est lancée

Dans le cadre de l'examen régulier de ses politiques clés, la BEI a lancé une consultation auprès des parties prenantes sur les moyens d'améliorer et d'adapter sa politique de transparence. L'objectif est d'adopter une politique révisée d'ici à la fin de l'année.

Depuis la dernière révision de la politique de transparence de la BEI en 2009, de nombreux changements internes et externes se sont produits. Aujourd'hui, la Banque publie sur son site web des informations de plus en plus détaillées sur ses activités et observe que son action face à la crise économique et financière suscite un intérêt accru.

Un intérêt croissant pour la BEI

Au cours de la seule année 2013, l'InfoDesk de la BEI qui gère les demandes d'information émanant du public a traité quelque 4 800 demandes, soit une vingtaine par jour ouvrable, par courrier électronique, par téléphone, par télécopieur ou par lettre. L'équipe de l'InfoDesk travaille en étroite coopération avec les différents services de la Banque et veille à ce que des informations exactes soient fournies en temps opportun.

La Banque publie des informations sur les projets qu'elle instruit bien en amont de leur approbation, avec les données environnementales y afférentes, telles qu'un résumé non technique des évaluations des incidences sur l'environnement clair et accessible. Un registre spécial sur son site web, mis en place en début d'année, permet d'accéder aux dossiers d'évaluation environnementale et sociale des projets qu'elle finance.

L'an passé, la BEI a rejoint l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), une initiative à laquelle les multiples parties prenantes adhèrent sur une base volontaire et qui vise à faciliter l'accessibilité, l'utilisation et la compréhension des informations sur le financement de l'aide et du développement. Une première publication par la BEI d'informations concernant l'IITA est prévue pour l'automne 2014.

La politique de transparence de la BEI fixe les principes et procédures régissant les demandes d'information émanant du public et les relations de l'institution avec les parties prenantes ; elle définit aussi, de manière non exhaustive, les informations que la BEI doit mettre régulièrement à la disposition du public. Elle repose sur le cadre législatif de l'UE en matière de transparence et sur les dispositions de la Convention d'Aarhus concernant les règles d'accès à l'information environnementale. La politique de transparence de la BEI est également conforme aux meilleures pratiques internationales et aux principes appliqués par d'autres institutions financières internationales (IFI).

Ouverture et transparence

La BEI s'attache à communiquer le plus ouvertement possible sur ses processus de prise de décision, de fonctionnement et de mise en œuvre des politiques de l'UE. Cette transparence contribue à accroître l'efficacité et la pérennité de ses activités et à renforcer les liens et le dialogue avec ses parties prenantes. Dans le même temps, la BEI doit protéger les intérêts de ses clients. Elle entend atteindre ces objectifs à l'aide d'une politique de transparence bien définie.

La procédure de consultation publique a pour objet de recueillir l'avis du plus grand nombre possible de parties prenantes. Après son lancement en juin, la BEI rencontrera les parties prenantes concernées à Bruxelles en juillet (à confirmer). Les contributions seront acceptées jusqu'en septembre et alimenteront la version finale du projet de texte de la politique avant son approbation par les instances dirigeantes de la BEI. La version définitive de la politique révisée de transparence ainsi que les observations de la Banque concernant les commentaires des parties prenantes seront publiées sur le site web de la BEI vers la fin de l'année. ■

En bref

Le Groupe BEI et la Grèce unissent leurs forces pour soutenir davantage le financement des PME

La BEI contribuera à la création de l'« Institution for Growth in Greece » (IfG), dont l'objectif sera de pallier les déficits de financement conjoncturels et structurels qui pénalisent actuellement l'économie grecque. L'IfG est lancée à l'initiative de la République hellénique, avec les conseils et l'appui de la banque allemande de développement KfW, du Groupe BEI et d'autres investisseurs. Constituée sous la forme d'une institution financière non bancaire, l'IfG s'attachera non seulement à stimuler les investissements en faveur des PME et des infrastructures, mais également à encourager la création de postes de travail et le soutien à l'emploi existant.

La BEI apporte un soutien ample et régulier en Grèce. Pour la seule année 2013, elle y a prêté 1,47 milliard d'EUR au total. Exemplaire à ce titre, le récent mécanisme de financement du commerce extérieur aide les PME grecques tournées vers l'international. Ce mécanisme s'est vu décerner le titre d'« opération de l'année » par Trade & Forfaiting Review et Trade Finance Magazine.

Des prêts pour renforcer la croissance et l'innovation dans toute l'Europe

Lors de la séance annuelle du Conseil des gouverneurs de la BEI, qui se compose des 28 ministres des finances de l'UE, le président de la Banque, Werner Hoyer, a souligné l'importance de maintenir un appui renforcé en faveur des PME, de l'innovation, des infrastructures et de l'action pour le climat.

« Il est désormais temps que nous réorientions notre priorité, qui a été jusqu'ici la gestion de la crise, pour nous concentrer sur le positionnement futur de l'Europe dans le contexte de la mondialisation. Nous devons renforcer le potentiel de croissance à long terme de l'Europe en soutenant des investissements dans la recherche-développement, l'innovation et les infrastructures », a déclaré Werner Hoyer, le président de la BEI, lors de cette réunion en mai.

Soutien pour la construction d'un tunnel reliant l'Ukraine et l'UE

La BEI prête 55 millions d'EUR pour financer la construction d'un nouveau tunnel ferroviaire à double voie de 1,8 km en Ukraine, sur le réseau régional du Partenariat oriental, afin d'améliorer les liaisons de transport entre ce pays et l'Union européenne.

« L'octroi par la BEI à l'Ukraine d'un financement qui lui permettra de moderniser les liaisons dans un corridor de transport de la plus haute importance pour la poursuite de l'intégration entre l'Ukraine et l'UE a véritablement valeur de signal. Parallèlement, ce premier prêt de la BEI pour le secteur ferroviaire ukrainien favorisera l'essor d'un mode de transport respectueux de l'environnement. Il s'inscrit dans le droit fil de l'annonce faite par la BEI en début d'année de son intention de prêter quelque 3 milliards d'EUR sur les trois années à venir pour soutenir le développement de l'Ukraine, notamment sur le plan économique, et intensifier son intégration avec l'UE », a expliqué László Baranyay, vice-président de la BEI chargé des opérations de prêt en Ukraine.

« La construction du tunnel des Beskides est un des principaux projets du Partenariat oriental dans le domaine des transports en Ukraine », s'est félicité l'ambassadeur Jan Tombinski, tout en ajoutant que « jusqu'à présent, il s'agit d'un goulet d'étranglement pour les transports même si plus de la moitié du fret transitant entre l'Ukraine et l'Europe centrale et occidentale passe par ce tunnel. Le tunnel des Beskides est également un excellent exemple des efforts déployés conjointement par l'UE, l'Ukraine et les institutions financières internationales en matière de coopération dans les transports. »

À ce jour, la BEI a signé des prêts en Ukraine pour un montant total de quelque 2,1 milliards d'EUR (y compris le présent prêt), pour financer des projets dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'eau, mais aussi, indirectement, par le biais de banques commerciales, des opérations en faveur des PME.

Les chiffres du soutien à l'innovation et aux compétences

Le Groupe BEI s'est forgé une décennie d'expérience dans le domaine du financement de l'innovation et des compétences, prêtant plus de

17 Mrd EUR

durant la seule année 2013.

L'année dernière, la BEI a prêté

4,3 Mrd EUR

pour l'innovation et les infrastructures liées aux technologies de l'information et de la communication,

8,6 Mrd EUR

en faveur de l'éducation et des compétences,

2,7 Mrd EUR

pour la recherche-développement.

Le Fonds européen d'investissement, l'organe du Groupe BEI spécialisé dans les instruments de capital-risque pour le financement des PME, a déployé un certain nombre d'initiatives visant à soutenir les petites entreprises innovantes à tous les stades de leur développement et ce, pour un montant de

1,6 Mrd EUR

L'aide apportée par la BEI à l'innovation et aux compétences contribue à pérenniser l'emploi dans toute l'Europe et concourt à créer des postes de travail durables et compétitifs pour l'avenir.

En 2013, la Banque a engagé quelque **9 milliards d'EUR** en faveur des compétences et de l'emploi des jeunes afin d'aider à créer des perspectives de carrière pour la jeunesse.

InnovFin
Financement européen de l'innovation

Banque européenne d'investissement — La banque de l'UE

EUROPEAN INVESTMENT FUND

Le nouveau dispositif de financement « InnovFin » s'inspire du succès du Mécanisme de financement avec partage des risques mis en place avec la Commission européenne, qui a permis de financer **114 projets de recherche et d'innovation** à hauteur de **11,3 milliards d'EUR** et de fournir des garanties de prêt pour plus de 1,4 milliard d'EUR entre 2007 et 2013. InnovFin devrait permettre de doubler ces chiffres et de mobiliser au moins 48 milliards d'EUR à l'appui d'investissements dans la recherche-développement et l'innovation.

Interview

Ruy Pinto
directeur des opérations du groupe

Alphasat, le plus grand satellite au monde, a été lancé le 25 juillet 2013 depuis le centre spatial européen de Kourou en Guyane française. La BEI a contribué au financement de sa construction et de son lancement par le biais d'un prêt de 225 millions d'EUR. Alphasat doit fournir des services de communications (voix et données) à haut débit dans des régions reculées. Inmarsat en est le propriétaire et l'opérateur. Ruy Pinto, directeur des opérations du groupe, a parlé à BEI INFO de ce satellite.

« Le concours de la BEI a constitué un maillon essentiel de l'ensemble du projet. »

« Une référence pour les opérations futures »

Alphasat est de la taille d'un bus londonien à impériale et pesait 6,6 tonnes à son lancement. L'envergure de ses panneaux solaires est de 45 mètres. Ce projet est assurément une consécration pour l'industrie spatiale européenne, qui doit être impérativement innovante et tournée vers l'avenir. Comment le secteur a-t-il évolué au cours des dernières années ? « Je dirais qu'il est aujourd'hui en relativement bonne santé », déclare Ruy Pinto, directeur des opérations d'Inmarsat. « La plupart des États européens considèrent qu'il s'agit d'un secteur de croissance. Il a bénéficié d'un flux régulier d'investissements car il est perçu comme une plate-forme de développement pour des applications dans d'autres industries. »

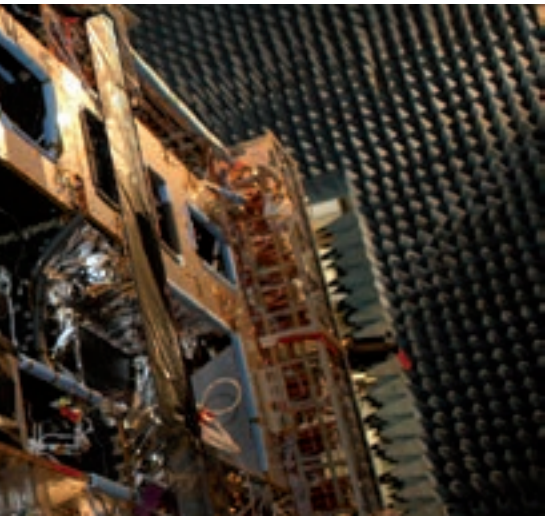
Une confiance mutuelle

Les partenariats public-privé (PPP) apparaîtraient comme la meilleure solution pour continuer à soutenir le développement du secteur. Alphasat a été le plus grand projet spatial jamais réalisé en Europe. Il est le fruit d'un partenariat en matière de développement entre Inmarsat et l'Agence spatiale européenne (ESA) et a été construit par EADS Astrium, qui fait aujourd'hui partie de la branche Défense et Espace d'Airbus. Comment s'est déroulée cette collaboration ? « Elle a dépassé mes attentes », déclare R. Pinto. « Nous avons tous adapté notre mode de travail et les approches sur les plans opérationnel, technique et managérial ont été très collaboratives. »

« Nous sommes une entreprise privée qui a coutume d'acquérir ses satellites sur le marché ouvert dans le cadre de procédures de mise en concurrence et d'une approche normative. L'ESA est une entité publique qui procède différemment, mais il y a eu une convergence de nos opérations et nous nous sommes considérablement appuyés sur son expérience technique et ses compétences en matière d'ingénierie, tandis que notre façon de piloter le projet et de gérer les risques a créé un climat d'inclusion. »

Fréquences supplémentaires et nouveaux systèmes

D'un point de vue technique, Alphasat est un satellite innovant. Il complète les trois unités de la flotte de satellites I-4 d'Inmarsat et est le premier satellite en orbite à utiliser la plate-forme Alphabus. Cette dernière a été conçue par EADS Astrium et Thales Alenia Space, en collaboration avec l'agence spatiale française (Centre national d'études spatiales, CNES) et l'ESA, afin de développer des satellites géostationnaires de communications plus grands et plus sophistiqués. Quelle est donc la fonction d'Alphasat ? Il s'agit d'un satellite polyvalent.



« Inmarsat est un fournisseur de services de télécommunications mobiles par satellite », explique R. Pinto. « Pour les appareils mobiles de la plupart de nos clients actuels, nous utilisons une fréquence en bande L, particulièrement bien adaptée à leurs besoins. Elle présente néanmoins des défauts, liés à la quantité limitée de spectre disponible dans ces fréquences radio. Avec Alphasat, nous pouvons faire avancer d'un pas cette technologie et, partant, optimiser l'utilisation de cette source rare. La puissance disponible pour les terminaux mobiles est amplifiée. »

Depuis sa position en orbite à 25 degrés Est, le satellite augmente de 50 % la bande de fréquences L exploitée par la société et accroît de 20 % les canaux de communication de la flotte I-4 dans ses régions cibles d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Outre l'important élargissement des capacités en bande L existantes d'Inmarsat, Alphasat apporte d'autres bénéfices grâce à Alphabus. « Nous avons été en mesure de tester un certain nombre de nouvelles technologies dans l'espace pour l'ESA, telles qu'un terminal de télécommunications laser, une expérience de télécommunications en bande Q et un dispositif permettant de surveiller l'environnement radiatif. Toutes ces technologies sont embarquées sur Alphasat et elles profitent à Inmarsat également : elles incorporent les systèmes de communications commercialement viables existants et ceux de l'avenir », souligne R. Pinto.

Une consécration majeure

Les références européennes d'Alphasat sont manifestes. La BEI a fait du financement de projets européens innovants une priorité et Alphasat correspond très bien à cet objectif, mais le bénéfice est réciproque. « La participation de la BEI a été essentielle pour plus d'une raison », remarque R. Pinto. « La Banque a allégé le coût de la collecte de ressources pour Alphasat, permettant ainsi à Inmarsat de financer plus facilement cet important projet d'investissement en Europe. Son intervention nous a permis de diminuer le coût du projet et d'y inclure d'autres éléments. Cependant, la participation de la BEI a également constitué une reconnaissance très importante de la viabilité commerciale d'Alphasat et le fait qu'une institution comme la BEI ait décidé d'apporter son soutien à ce projet a également bénéficié à Inmarsat. Le concours de la BEI a constitué un maillon essentiel de l'ensemble du projet. »

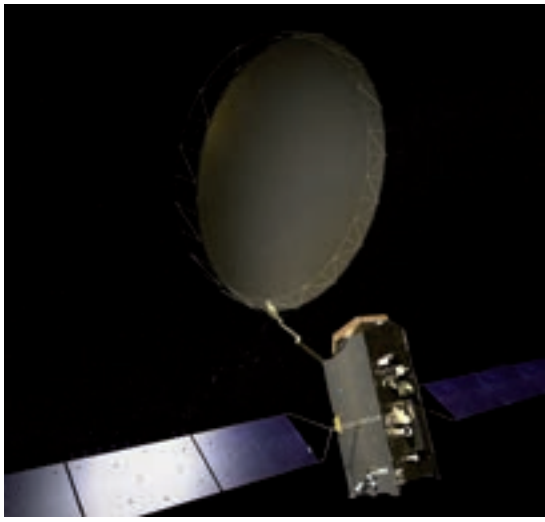
Outre la BEI, l'ESA est également une institution paneuropéenne, tandis qu'Airbus est un constructeur connu pour utiliser des pièces en provenance de tout le territoire de l'UE pour ses appareils commerciaux. Alphasat suit la même voie, puisque 22 États membres jouent un rôle dans le projet. « Depuis sa conception jusqu'à son lancement, Alphasat a été une véritable entreprise européenne », déclare R. Pinto. « Nous avons intégré le satellite en France, y compris ses antennes en provenance d'Espagne ; son système électrique vient d'Allemagne et son système de propulsion est britannique. D'autres applications et composants proviennent du Danemark, tandis qu'Alphasat est suivi et exploité à partir d'installations situées aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Italie. Tous les stades du cycle de ce projet sont une collaboration européenne. »

De nombreux collaborateurs européens ont participé au projet Alphasat. « Durant la phase de construction, ils étaient clairement des milliers », note R. Pinto. « À l'heure actuelle, je peux dire avec assurance que des centaines de personnes contribuent à l'exploitation et au développement d'applications pour Alphasat. Aujourd'hui encore, près d'un an après son lancement, des moyens innovants de dégager des revenus supplémentaires des capacités de notre satellite sont à l'étude. »

Ce n'est qu'un début

Ces nouvelles technologies constituent-elles un pas de géant pour l'industrie spatiale ? « Des satellites comme Alphasat représentent une nouvelle avancée. Ils permettent à Inmarsat de proposer des services de télévision mobile à haute définition par exemple, alors que nous ne pouvions auparavant fournir que des images en définition standard. Ils nous permettent surtout de concentrer de la puissance additionnelle si nécessaire. En cas de catastrophe naturelle, nous pouvons concentrer de l'énergie sur la zone concernée, apportant ainsi des capacités supplémentaires pour aider les organismes d'intervention d'urgence ou les médias. Ces avancées améliorent la vie quotidienne. Alphasat et d'autres futurs satellites fourniront des services à large bande dans des zones actuellement non couvertes, comme certaines parties de l'Afrique. Ils pourront naturellement fournir d'autres services, à mesure que les priorités évolueront et que nous serons confrontés à des réalités nouvelles. Nous lançons de nouveaux satellites visant à offrir une meilleure surveillance des changements environnementaux et climatiques ainsi que de la déforestation. Nos images satellitaires sont de plus en plus détaillées et de meilleure résolution. Nous pouvons également améliorer les communications par satellite, en permettant l'envoi de messages textuels par ce canal par exemple. »

Les percées actuelles et à venir sont enthousiasmantes pour l'industrie spatiale européenne et, en montrant que les partenariats peuvent fonctionner, Alphasat est devenu une référence. Comme le déclare Ruy Pinto : « Toutes les parties prenantes de ce projet sont satisfaites du résultat et nous sommes fiers de ce que nous avons accompli. » Il convient maintenant de poursuivre dans cette voie. ■



Des investissements dans la jeunesse

pour de meilleures perspectives d'emploi en Espagne

« Les prêts aidés par la BEI présentaient des conditions plus avantageuses que les autres et je n'ai pas hésité. »

L'un des premiers prêts BEI en faveur des jeunes est en cours de déploiement en Espagne, ouvrant la voie à des dispositifs similaires dans toute l'Europe, où les jeunes en ont le plus besoin. Les 200 millions d'EUR prêtés soutiennent des étudiants, des nouveaux venus sur le marché du travail et des universités, et vont aider à améliorer les compétences et les perspectives d'emploi.

Miriam Mauri Coiduras vient de terminer son cursus de génie civil à l'École technique supérieure d'ingénierie industrielle de l'Université européenne de Madrid. Tout ce qu'il lui reste à faire pour obtenir son diplôme est d'accomplir son stage de fin d'études, qu'elle a choisi d'effectuer à Kuala Lumpur, en Malaisie. « L'Asie m'intéresse beaucoup, car c'est un marché très développé pour ce qui touche au génie civil, explique la jeune femme. Il ne faut pas oublier que Kuala Lumpur est une ville qui a été complètement reconstruite au cours des trente dernières années ; les possibilités y sont très nombreuses. »

Favoriser des prêts étudiants abordables et rapides à obtenir

Le chemin vers Kuala Lumpur n'a pourtant été ni simple ni rapide. Miriam, originaire de Barcelone, a étudié le génie civil, spécialité travaux publics, à l'université polytechnique de Catalogne, tout en se disant qu'elle aurait davantage d'ouvertures pour le travail et les échanges dans une école supérieure privée. C'est pourquoi, une fois sa formation d'ingénieur technique achevée, Miriam a fait une pause d'un an dans ses études pour travailler et économiser en vue de préparer l'entrée à l'Université européenne de Madrid, le lieu où elle voulait vraiment étudier. « L'Université coûte 12 000 euros par an, une somme beaucoup trop élevée pour ma famille. En travaillant comme hôtesse et comme mannequin, j'ai pu en mettre la moitié de côté, mais il me restait encore 6 000 euros à trouver et j'ai décidé d'emprunter », raconte Miriam.

La jeune femme a poussé la porte de l'agence Santander située sur le campus de l'Université européenne. Là, on lui a expliqué les différentes options de financement disponibles. « Le responsable de l'agence m'a parlé des prêts aidés par la BEI, qui présentent des conditions plus avantageuses que les autres ; je n'ai pas hésité, poursuit Miriam. Au total, cela n'a vraiment pas pris longtemps : en moins de deux semaines, j'avais les fonds sur mon compte. » Miriam a trois ans pour rembourser son prêt, mais elle est certaine que ce sera fait avant. « Là où il y a du travail, j'irai ! », conclut-elle.

Aider les jeunes à prendre un bon départ

L'Espagne a l'un des taux d'activité des jeunes les plus bas d'Europe : un Espagnol sur quatre entre 18 et 29 ans n'est ni dans l'emploi, ni scolarisé ni en formation. L'économie espagnole est peut-être officiellement sortie de la récession, mais, pour les jeunes qui quittent le système scolaire et entrent dans la vie professionnelle, les emplois sont toujours désespérément rares.

Ce prêt de 200 millions d'EUR accordé à la première banque espagnole va aider à combattre le chômage des jeunes et à répondre aux besoins d'investissement dans l'éducation. C'est une première en Espagne : les fonds acheminés par Santander au titre de cette opération vont aller à des étudiants, à des jeunes en recherche d'un premier emploi ou qui s'installent à leur compte, ainsi qu'à des équipements éducatifs et à des projets de recherche. Avec son réseau de 4 200 agences sur les campus universitaires ou à proximité, Santander est le partenaire idéal pour déployer ce nouveau dispositif.

À l'été 2013, pour apporter sa pierre à la résolution de la crise de l'emploi qui touche les 15-24 ans dans l'UE, le Groupe BEI lançait le programme « Compétences et emplois – Investir pour la jeunesse ». Sur la seule année 2013, le Groupe a engagé 9 milliards d'EUR dans l'aide à la création d'emplois pour les jeunes dans toute l'Europe. ■

Des prêts étudiants pour favoriser l'égalité des chances dans

l'accès à l'enseignement supérieur en Hongrie

Dans un pays où le taux de chômage des jeunes s'établit à 26 %, mais où il n'est que de 5 % chez les jeunes titulaires d'une licence, un accès réduit à l'enseignement supérieur pourrait peser sur les perspectives socio-économiques. Depuis dix ans, la BEI appuie avec succès les prêts en faveur des étudiants, permettant ainsi aux jeunes désireux de s'instruire de suivre des études universitaires.

Les prêts étudiants sont la clé de l'égalité des chances dans l'accès à l'enseignement supérieur. Diákhitel Központ Zrt. (« Diákhitel »), l'organisme hongrois chargé des prêts aux étudiants, contribue depuis 2001 à donner la possibilité aux étudiants de financer leurs dépenses et de poursuivre leurs études supérieures. Le mécanisme de prêts a connu un essor rapide et, en 2005, Diákhitel a sollicité le soutien de la BEI pour renforcer ses capacités de financement afin de répondre à la demande émanant des étudiants. Neuf années et quatre prêts plus tard (près de 500 millions d'EUR au total), la Banque a été à l'origine de près de la moitié de l'ensemble des décaissements de prêts aux étudiants en Hongrie.

Un partenariat stable

Dès le début de leur collaboration, la BEI et Diákhitel avaient pour objectif commun de proposer des prêts à des taux concurrentiels, l'organisme à but non lucratif répercutant sur les étudiants l'intégralité des avantages financiers procurés par l'apport de fonds de la BEI. S'il en va toujours ainsi, les deux partenaires n'imaginaient pas à l'époque comment leurs relations évolueraient à l'avenir.

Au plus fort de la crise, Diákhitel et la BEI ont joint leurs efforts pour que les étudiants ne soient pas trop pénalisés par la contraction du crédit. « Durant la période la plus incertaine de la crise financière, en 2008-2009, la BEI s'est avérée un partenaire financier stable et fiable. De plus, elle a assoupli les conditions de ses prêts à Diákhitel, ce qui a véritablement permis de sécuriser le financement du mécanisme de prêts aux étudiants en ces temps difficiles », déclare Csaba Bugár, PDG de Diákhitel Központ Zrt.

Un dispositif bénéficiant à la fois aux étudiants et aux universités

Sur la période 2011-2012, les inscriptions dans l'enseignement supérieur en Hongrie ont fléchi de 25 % à la suite de la réduction des fonds publics affectés aux universités. L'État hongrois a décidé d'étendre le mécanisme de prêts en faveur des étudiants en introduisant un nouveau type de prêt, distribué par Diákhitel, pour aider les établissements d'enseignement supérieur à stimuler les inscriptions et à assurer leur propre stabilité financière.

Ce nouveau produit de prêt pour les étudiants soutenu par la BEI au moyen d'un prêt en 2013 a été lancé sur les bases souples et fluides qui caractérisent les relations nouées avec Diákhitel. Par le passé, des prêts sans affectation précise de Diákhitel étaient également disponibles pour couvrir les frais de subsistance, mais le nouveau produit ne peut être utilisé que pour financer les frais de formation. En affectant ce prêt au profit de l'établissement d'enseignement supérieur, l'étudiant accroît de fait l'efficacité financière de l'université. Le développement des compétences des jeunes et l'amélioration de l'enseignement comme moteurs de la croissance et de la création d'emplois en Europe sous-tendent le soutien de la BEI en faveur de ce dispositif qui présente un intérêt commun pour l'étudiant et pour l'université.

La collaboration avec la BEI a également apporté à Diákhitel des bénéfices non financiers. Afin de respecter les exigences de la Banque en matière d'information, l'organisme hongrois de prêt aux étudiants s'est doté d'un nouveau système d'information de gestion performant en 2006. De surcroît, Diákhitel mène des études et des enquêtes socio-économiques qui ont permis à ses organes de décision et à ceux de la BEI d'assurer de manière performante le suivi et le réglage fin du mécanisme de prêts en Hongrie.

Un modèle pour l'Europe

Après des débuts modestes, Diákhitel est devenu un modèle en Europe pour les mécanismes de prêts en faveur des étudiants. Son objectif premier est clairement d'apporter un soutien durable aux étudiants et aux établissements universitaires hongrois. La BEI se félicite de pouvoir contribuer à conforter le succès de Diákhitel. ■

Le projet « Opération campus » prend son envol en France

La BEI a signé son premier prêt à l'appui de l'enseignement supérieur en France. À l'Université Aix-Marseille, la Banque contribue à l'accélération des travaux de modernisation et de rénovation prévus, tout en faisant le meilleur usage possible des fonds disponibles pour la réalisation d'infrastructures éducatives qui donnent aux jeunes les meilleures chances de réussite.

Un plan de 1,3 milliard d'EUR destiné au financement de douze campus scientifiques et universitaires sur le territoire français vise à accélérer d'importants investissements en faveur de l'éducation, dont la construction de nouveaux campus. Ces derniers ont été sélectionnés par un jury international à l'issue d'une procédure de mise en concurrence. L'objectif est d'encourager le développement de pôles universitaires et scientifiques d'excellence de niveau international, susceptibles d'attirer et de former les étudiants de France et du monde entier.

Ce partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur français est une première pour la BEI. En raison de leur changement récent de statut, ces institutions peuvent désormais contracter des emprunts pour leurs investissements auprès de la BEI. Il y a peu de temps encore, l'État français gérait les 85 facultés, les grandes écoles et d'autres établissements d'enseignement supérieur du pays de manière à éviter aux étudiants des frais de scolarité élevés. Cette réforme rend les universités plus autonomes en matière budgétaire, mais elle leur apporte également une plus grande souplesse du point de vue de l'adaptation de leurs programmes aux besoins du marché du travail.

Soutenir des investissements « intelligents »

Déployer des campus ultramodernes, disposer d'une recherche de pointe, rationaliser les programmes en proposant notamment des cours virtuels en ligne, favoriser les échanges entre les universités et les entreprises du monde entier, tels sont les objectifs de ce programme innovant. Les campus d'Aix-Marseille, de Bordeaux, de Grenoble, de Lyon, de Montpellier, de Nice-Sophia Antipolis, de Paris (intra-muros, Condorcet et Marne-La-Vallée), de Saclay, de Strasbourg et de Toulouse, ainsi que les sites universitaires de Lorraine et de Lille, pourront bénéficier de ce nouveau plan.

Le financement de ce projet ambitieux repose sur un dispositif original qui inclut un fonds fiduciaire, financé par le produit de la cession de 3 % du capital d'Électricité de France (EDF), et un partenariat étroit entre la BEI et la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Les deux bailleurs de fonds à long terme permettront aux universités françaises visées par le projet intitulé « Opération Campus » d'emprunter les ressources nécessaires à la transformation de leurs établissements d'enseignement supérieur en des pôles universitaires d'excellence de rang mondial. Les investissements prendront tous la forme de partenariats public-privé (PPP), de manière à attirer des capitaux privés et à donner aux universités toute latitude pour mieux faire correspondre leurs projets aux besoins du marché. L'Université Aix-Marseille (AMU) est l'une des premières universités à bénéficier de ce partenariat.

Repenser les investissements dans le secteur de l'éducation

« Premier financement en faveur d'une université française, ce prêt marque notre engagement concret vis-à-vis des jeunes. Notre objectif est de donner aux universités les moyens de se développer et de se moderniser afin d'attirer et de former les meilleurs talents. Elles seront ainsi plus compétitives au niveau européen et international », déclare Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI. « En agissant ainsi, nous avons fait le choix de donner aux étudiants d'aujourd'hui et de demain les meilleures chances de formation, d'emploi et donc de réussite professionnelle. Nous préparons leur avenir », souligne-t-il.

En avril, AMU a signé avec la BEI un accord de prêt d'un montant de 127 millions d'EUR pour le financement de ses travaux de rénovation et de modernisation. Aix-Marseille est l'une des plus jeunes universités de France, à vocation résolument internationale, et la plus grande francophone du monde. Près de 72 000 étudiants seront bénéficiaires de ce projet au sein des différents campus d'AMU, plus précisément 30 000 étudiants sur le campus aixois « Aix quartier des facultés ». Le programme a été conçu pour permettre à Aix-Marseille Université de disposer de sites modernes, solides, structurés, emblématiques, scientifiquement cohérents et rénovés qui répondent aux normes internationales, afin d'amener le plus grand nombre d'étudiants à relever le défi de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle dans un contexte de concurrence internationale. ■

Des services de téléphonie mobile à large bande renforcés pour le Portugal

En accordant un prêt de 110 millions d'EUR à NOS, la BEI entend donner une impulsion au réseau de téléphonie mobile à large bande et à grande vitesse au Portugal. Ce concours vise à stimuler la compétitivité du marché portugais des télécommunications mobiles et à améliorer la rapidité et la qualité des services proposés aux clients.

Aider les citoyens et les entreprises d'Europe à tirer le meilleur parti des technologies numériques

Alors que la plupart des opérateurs de téléphonie mobile en Europe, et notamment au Portugal, étaient réticents à investir, principalement du fait des incertitudes pesant sur le comportement et le budget des consommateurs durant la crise, l'opérateur portugais NOS a néanmoins décidé de moderniser son réseau mobile à large bande grâce à un prêt de la BEI. Récemment rebaptisé NOS, il est l'un des plus grands groupes européens du secteur des télécommunications fixes et mobiles intégrées.

« Nous sommes convaincus que cette combinaison est un moteur essentiel de la convergence qui nous permet de continuer à proposer des solutions innovantes, adaptées et de haute qualité à nos clients », déclare Miguel Almeida, PDG de NOS.

Au Portugal, NOS est le premier groupe de télécommunications et de divertissements ; avec une clientèle de plus de 3,2 millions d'abonnés mobiles, il occupe la première place sur le marché des services à large bande de nouvelle génération. Son réseau de télécommunications mobiles est à la pointe de la technologie. Le réseau mobile de quatrième génération (4G), qui utilise les bandes de fréquence 800 MHz et 1 800 MHz, permet à NOS d'assurer une couverture à large bande de plus de 90 % de la population portugaise, dont la moitié à des vitesses qui peuvent déjà atteindre 150 Mbps.

Couverture des services à large bande étendue

« Le prêt de la BEI aidera véritablement NOS à assurer le développement futur et la compétitivité de son réseau de nouvelle génération. Cette intervention est particulièrement importante pour le groupe à l'heure où nous procédons à une intégration profonde de nos infrastructures fixes et mobiles », ajoute le PDG de NOS.

Le concours de 110 millions d'EUR de la BEI soutient les investissements nécessaires au déploiement des équipements et systèmes de télécommunications mobiles pour la technologie existante de troisième génération et la nouvelle technologie de quatrième génération. Ce projet, lancé en 2012, a contribué à améliorer l'accès aux services à large bande, à accroître l'efficacité opérationnelle et à réduire les coûts, tout en favorisant la concurrence dans le secteur des télécommunications.

Meilleur accès à l'Internet mobile

Les réseaux à haut débit performants sont vitaux pour le transfert fiable et rapide de volumes de données sans cesse croissants. C'est pourquoi la BEI soutient la « Stratégie numérique pour l'Europe », une initiative phare de la stratégie Europe 2020 qui vise à promouvoir une croissance intelligente, durable et inclusive en poursuivant la mise en place d'infrastructures modernes de télécommunications fixes et mobiles. L'objectif est de faire en sorte que, d'ici à 2020, tous les citoyens européens aient accès à des vitesses de connexion supérieures à 30 Mbps.

Grâce au déploiement de sa nouvelle plateforme mobile, NOS a commencé à proposer, sur son réseau 4G, des services de téléphonie mobile à large bande à des vitesses allant jusqu'à 150 Mbps, largement supérieures à l'objectif de 30 Mbps que s'est fixé l'UE pour 2020. Dans les zones rurales en particulier, les réseaux de télécommunications mobiles sont souvent le seul moyen pratique d'assurer une couverture optimale de l'Internet à haut débit. L'autre avantage de la mise à niveau des réseaux mobiles réside dans la diminution du temps d'attente. Le délai d'acheminement des données d'un point à l'autre du réseau sera réduit de plus de la moitié, ce qui est un facteur clé pour les applications mobiles jeux et vidéo.

Selon une enquête récente de l'UE, un client sur trois utilise l'Internet en déplacement sur un ordinateur portable ou un autre appareil mobile. L'Internet mobile à large bande devient également un facteur économique important pour les entreprises, car il leur permet de proposer des produits et services innovants plus rapidement. Des projets comme ceux de NOS aident les citoyens et les entreprises d'Europe à tirer le meilleur parti des technologies numériques, favorisant la relance de l'économie. ■

« L'Europe ne manque pas d'idées novatrices, ni d'exemples d'excellence scientifique »

Imperial Innovations (« Innovations ») aide à faire naître de la recherche universitaire de pointe des entreprises performantes à croissance rapide axées principalement sur les produits thérapeutiques et les technologies médicales. Le prêt de 30 millions de GBP octroyé à Innovations vise à accélérer le rythme de création et de développement de nouvelles entreprises dérivées (spin-outs) face aux enjeux sanitaires mondiaux.

« Notre vision est de nous positionner comme un acteur de premier plan dans la commercialisation des fruits de recherches universitaires de haut niveau et de devenir un pôle d'attraction pour les scientifiques et les entrepreneurs qui cherchent à valoriser leurs technologies », déclare Russ Cummings, PDG d'Imperial Innovations.

En 2006, Innovations a été la première société de commercialisation des résultats de la recherche d'une université britannique à être introduite en Bourse. Son expertise couvre les secteurs des produits thérapeutiques, des technologies médicales, de l'ingénierie et des matériaux et des technologies de l'information et de la communication. Elle a en outre accès à la propriété intellectuelle développée dans les universités les plus prestigieuses du Royaume-Uni, à savoir l'Imperial College de Londres, dont elle tire son nom, Cambridge, Oxford et l'University College de Londres (revenu cumulé issu des travaux de recherche : plus de 1,4 milliard de GBP par an).

Un but partagé

Innovations épaule des chercheurs et des entrepreneurs dans la commercialisation de leurs idées par le biais du transfert de technologies, de la protection des droits de propriété intellectuelle et d'accords de licence, de l'incubation d'entreprises et d'investissements. Son modèle économique diffère de celui des sociétés de capital-risque traditionnelles en ce que le groupe investit à partir de son propre bilan, ce qui signifie qu'il n'est pas limité par l'horizon d'investissement classique de cinq à huit ans des capitaux-risqueurs.

« Cette caractéristique nous donne la possibilité d'investir plus tôt et de rester engagés plus longtemps. Notre but est de bâtir des entreprises importantes, de grande qualité, jouissant d'une assise financière satisfaisante et bien gérées, dans lesquelles nous conservons une participation significative », explique R. Cummings. Sur les quelque 96 entreprises qui composent son portefeuille, Innovations investit activement dans un peu plus de 30 entreprises à croissance accélérée. Cette trentaine d'entreprises représentent plus de 98 % de la valeur de son portefeuille.

« Notre philosophie est de veiller à ce que nos entreprises dérivées entament leurs activités sur de bonnes bases dans une optique de création de valeur à long terme. Elles doivent donc disposer de ressources financières suffisantes dès leur lancement afin d'attirer la bonne équipe de direction et de permettre à celle-ci d'exercer au mieux ses talents », ajoute R. Cummings.

« Nous sommes des investisseurs très présents. Nous détenons toujours un siège au conseil d'administration des sociétés dans lesquelles nous investissons. Nous jouons donc un rôle déterminant et partageons un but commun avec l'équipe de direction. »

Une coopération étroite pour développer le potentiel des investissements

Circassia Pharmaceuticals, une société qui valorise la recherche issue de l'Imperial College de Londres, en est un bon exemple. Innovations a acquis la propriété intellectuelle, a mené les tours de table et a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe de direction de Circassia afin de développer le potentiel de l'entreprise. Dans les premières années, Innovations a également cherché à obtenir une validation indépendante externe de la technologie, contribuant ainsi à attirer des co-investisseurs et à créer les conditions propices à un accroissement de sa participation au capital de cette société.

Innovations a investi un total de 25,5 millions de GBP dans Circassia jusqu'à sa cotation à la Bourse de Londres en début d'année, quand l'entreprise est devenue une société faisant appel public à l'épargne avec une capitalisation boursière de 581 millions de GBP. Au moment de l'introduction en Bourse de Circassia, Innovations n'a cédé aucun de ses titres. Aujourd'hui, elle détient une participation de 14 % dans son capital, valorisée à 82,1 millions de GBP, par rapport à une juste valeur de 45,1 millions de GBP lors du dernier compte rendu d'information du groupe en date du 31 juillet 2013.

« À la suite de son entrée en Bourse, Circassia dispose désormais des fonds nécessaires

« Le soutien de la BEI nous a apporté l'assise financière voulue pour investir dans certaines des plus séduisantes jeunes entreprises issues de la recherche universitaire britannique. »

pour financer le développement clinique de ses produits et a la faculté de devenir une société biopharmaceutique mondiale de premier plan. Nous continuons de soutenir l'activité de Circassia et pensons que sa croissance devrait encore générer beaucoup de valeur », souligne R. Cummings.

Un soutien actif au secteur des biotechnologies au Royaume-Uni

« Le soutien de la BEI, sous la forme d'un prêt de 30 millions de GBP sur 12 ans, nous a apporté l'assise financière voulue pour investir dans certaines des plus séduisantes jeunes entreprises issues de la recherche universitaire britannique », remarque R. Cummings.

La BEI s'attache à renforcer la capacité d'innovation des secteurs liés à la santé en Europe, tout en contribuant à relever les défis sanitaires mondiaux et en épaulant des PME innovantes dans leur développement, ce qui permet de préserver et de créer des emplois hautement qualifiés. Le prêt a été octroyé au titre du Mécanisme de financement avec partage des risques (MFPR), le programme conjoint de la Commission européenne et de la BEI en faveur des projets de recherche et d'innovation et le prédécesseur d'InnovFin.

Innovations compte parmi les sociétés qui soutiennent le plus activement le secteur des biotechnologies au Royaume-Uni, environ 55 % de la valeur de son portefeuille relevant du segment des produits thérapeutiques. Les entreprises pharmaceutiques multinationales cherchent de plus en plus à collaborer avec de petits développeurs de biotechnologies spécialisés afin d'acquérir une exposition à la recherche à un stade précoce pour accroître leurs propres capacités internes.

« Au premier semestre 2014, nous avons investi 11,1 millions de GBP dans des entreprises du secteur des produits thérapeutiques, qu'il s'agisse de sociétés incluses dans notre portefeuille ou d'initiatives nouvelles (Crescendo Biologics, Pulmocide, TopiVert et Mission Therapeutics, par exemple). Ces deux dernières se situent encore à un stade très précoce de leur développement et le fait que nous ayons été en mesure d'obtenir un important co-investissement de la part de partenaires comme Roche, Johnson & Johnson, Pfizer et SR One (la filiale de capital-risque de GlaxoSmithKline) est une reconnaissance de leur excellence scientifique et de la grande qualité des équipes à leur tête », explique M. Cummings.

Objectif : combler le retard sur les États-Unis pour créer des acteurs mondiaux de premier plan

Bien que les analystes semblent s'accorder à reconnaître que les États-Unis comblent mieux que l'Europe le fossé entre le monde de l'université et celui de l'entreprise, R. Cummings estime que cette situation évolue. « L'Europe et le Royaume-Uni ne manquent pas d'idées novatrices, ni d'exemples d'excellence scientifique, et l'on compte un nombre croissant d'équipes de gestion d'entreprise expérimentées capables de viabiliser le secteur », déclare-t-il.

Toutefois, selon R. Cummings, les États-Unis ont l'avantage de bénéficier d'un important marché intérieur caractérisé par un intérêt pour les technologies de rupture, des paramètres économiques favorables et une taille critique suffisante, tant en matière de capital-risque que de capitaux issus des marchés publics, pour contribuer à transformer les nouvelles entreprises axées sur les technologies en des acteurs mondiaux de premier plan. Et de poursuivre : « La nature de l'activité de capital-risque, notamment au Royaume-Uni, évolue : la proportion de capital patient déployé pour faire émerger une nouvelle génération de champions sectoriels britanniques est en augmentation. »

« À terme, nous aurons besoin des marchés publics pour soutenir ces propositions d'investissement et permettre aux entreprises concernées de lever les capitaux nécessaires pour se positionner solidement à l'échelle mondiale. Si ce processus commence à s'amorcer, il faudra néanmoins du temps pour combler le retard pris sur les États-Unis », conclut R. Cummings.

C'est cette évolution vers une amélioration de l'accès aux financements pour les activités de recherche et d'innovation dans l'UE que le Groupe BEI entend faciliter en proposant des montages sur mesure et en aidant à attirer d'autres sources de financement à l'appui de projets et d'acteurs innovants. ■

Gains de croissance pour les petites entreprises innovantes

Quel est le point commun entre une entreprise portugaise spécialisée dans le traitement du riz, un concepteur tchèque de revêtements propres et une société autrichienne de biotechnologies ? Il s'agit d'entreprises de petite ou moyenne dimension qui innovent pour rester compétitives et auxquelles le Fonds européen d'investissement (FEI) et l'UE apportent une garantie de prêt. Ce type d'instrument les aide à mettre en œuvre des projets de R-D et à stimuler leur croissance.

Développement d'une rizerie innovante au Portugal

La plus ancienne minoterie du Portugal, Ernesto Morgado, s'est lancée dans l'usinage du riz en 1920, opération qui consiste à délicatement enlever la balle, les cailloux et les impuretés du riz à l'état brut (riz paddy) afin d'obtenir des grains de riz comestibles. Cette petite entreprise familiale gère l'une des rizeries entièrement automatisées les plus avancées du monde sur le plan technologique ; elle usine le riz en provenance des champs locaux de paddy et le riz brun importé et vend le riz comestible obtenu à l'industrie alimentaire. Un investissement dans un équipement industriel ultramoderne a permis à Ernesto Morgado de développer ses activités et d'étoffer sa gamme de produits, qui comprend actuellement des produits innovants à haute valeur ajoutée, tels que des plats de riz cuit ou précuit et des brisures de riz destinées à une variété d'usages allant de la nutrition infantile aux litières pour animaux.

BPI est le quatrième groupe financier du Portugal et l'une des principales banques à soutenir les PME les plus performantes dans le cadre des différentes mesures incitatives prises par le gouvernement portugais afin d'atténuer les répercussions de la crise économique. Le prêt de 500 000 EUR que lui a accordé BPI sur la base d'une garantie de 50 % du FEI a permis à Ernesto Morgado de couvrir l'augmentation de ses besoins en fonds de roulement liée au ciblage de nouveaux clients.

Un producteur tchèque de béton se réinvente

L'entretien des rues peut se révéler très coûteux pour les collectivités locales et la plupart des urbanistes apprécieraient de pouvoir doter villes et agglomérations de revêtements propres. C'est précisément ce que fait CS-Beton. Il s'agit de l'un des premiers fabricants de produits en béton destinés à la réalisation de trottoirs, de chaussées routières et autoroutières et d'aéroports, et de la première entreprise en République tchèque à proposer un procédé spécial, baptisé « Clean Protect », qui empêche les salissures d'adhérer à son béton. Ce béton spécial se distingue également par sa haute résistance au gel et aux agents chimiques de déverglaçage. CS-Beton, qui emploie 160 personnes, met actuellement au point de nouveaux produits en béton reposant sur des conceptions tout à fait novatrices pour les arrêts de bus et de nouvelles solutions de revêtement des routes et de réalisation de murs de soutènement de grande dimension, son objectif étant de continuer à développer ses activités sur son marché national et à l'étranger.

Grâce au prêt à l'investissement de 20 700 000 CSK (soit la contre-valeur de 807 490 EUR) consenti par la banque tchèque Česká spořitelna, assorti d'une garantie à hauteur de 50 % du FEI, CS-Beton a pu s'atteler à des projets de plus grande dimension et accéder aux marchés internationaux.

Česká spořitelna est une banque commerciale tournée vers les particuliers, les PME, les villes et les collectivités locales. Elle finance également de grandes entreprises et propose des services pour les marchés financiers. Česká spořitelna, dont l'histoire remonte à 1825, fait partie de Erste Group, l'un des premiers fournisseurs de services financiers en Europe centrale et de l'Est. En République tchèque, Česká spořitelna est l'établissement bancaire qui compte le plus grand nombre de clients et qui possède le plus vaste réseau de succursales et de distributeurs automatiques de billets.

Soutien aux PME et aux petites ETI innovantes

Le produit « InnovFin – Garanties pour les PME » est un instrument lancé conjointement par la BEI et la Commission européenne et géré par le FEI. Il vise à améliorer, par le truchement d'une sélection d'intermédiaires financiers, l'accès au financement par l'emprunt des PME et des petites ETI (moins de 500 employés) innovantes afin de soutenir leurs projets de RDI.

Cet instrument était connu précédemment sous le nom d'Instrument de partage des risques. Depuis le lancement de ce dernier il y a plus de deux ans, 34 opérations ont été signées : des garanties ont été accordées pour un total de 1,4 milliard d'EUR, ce qui a permis de consentir 2,9 milliards d'EUR de financements à de petites entreprises et de soutenir quelque 43 000 emplois. À ce jour, vingt-neuf banques ont rejoint ce mécanisme. Dans le cadre du dispositif, le FEI fournit des garanties et des contre-garanties à ces intermédiaires pour les encourager à accorder des prêts, à mettre en place des solutions de location-financement et à fournir des garanties de prêts aux PME et aux petites ETI axées sur la recherche. La taille moyenne d'un prêt est de l'ordre de 623 000 EUR, avec un plafond de 7,5 millions d'EUR. Complétant parfaitement les systèmes nationaux de promotion de la recherche, ce mécanisme aide les petites entreprises à mettre en œuvre des projets de R-D et à stimuler leur croissance.

Le volet « Garanties pour les PME » du dispositif InnovFin aide les petites entreprises à mettre en œuvre leurs projets de R-D et à stimuler leur croissance.

De nouveaux traitements développés en Autriche pour lutter contre des maladies dans le monde entier

Zeta Biopharma est une entreprise autrichienne de 237 salariés qui fournit des technologies de procédés pour des applications biopharmaceutiques, construisant des installations sur mesure pour de grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux. Ces derniers utilisent ses équipements pour mettre au point des vaccins, d'autres produits injectables et des produits pharmaceutiques utilisés pour combattre des maladies à l'échelle mondiale. Zeta Biopharma est l'une des deux seules sociétés en Europe à employer des cuves de congélation-décongélation pour le stockage et le transport de substances destinées à l'industrie pharmaceutique. Ces liquides peuvent être congelés pendant des années dans une installation de stockage dotée d'un système de régulation et sont souvent expédiés vers des marchés du monde entier. Les installations sont fabriquées selon une architecture modulaire avec des équipements ultramodernes sur le site de production de la société à Lieboch (Graz) ; elles sont ensuite acheminées dans des conditions stériles vers des sites opérationnels en Europe et au-delà, où elles sont installées et mises en service par des ingénieurs et un personnel qualifié.

Le prêt de 2,5 millions d'EUR accordé par UniCredit Bank Austria à Zeta, assorti d'une garantie à hauteur de 50 % du FEI, couvre les importants besoins en fonds de roulement de la société pendant les longues périodes de conception et de fabrication de ses installations.

UniCredit Bank Austria est la première banque de la région. Partenaire du FEI, Bank Austria soutient également l'économie en proposant aux PME innovantes des solutions particulières allant de prestations de conseil durant leur phase de démarrage à des montages financiers couvrant toutes les étapes de leur développement jusqu'à la planification de leur relève. ■

Développement de produits biosourcés innovants en Sardaigne

Alors que cette île italienne est mieux connue pour la beauté de ses plages et la transparence de ses eaux bleues, une entreprise de taille moyenne s'emploie à aider l'économie locale, dépendante du tourisme, à « se mettre au vert ». Les premières installations de transformation d'huiles végétales en produits biosourcés innovants y ont été récemment inaugurées.

Transformer un site pétrochimique existant en un centre important de production et de R-D axé sur la chimie verte, tel est l'objectif ambitieux que s'est fixé Matrica. L'inauguration en juin de la première de ses unités de chimie verte a marqué une étape importante dans la réalisation de son ambition. Deux autres installations doivent être mises en service dans les prochains mois.

Ces unités utiliseront une technologie générique clé pour transformer des huiles végétales en produits de base destinés à la fabrication en aval de sacs plastiques biodégradables, de pneus « verts » et de produits cosmétiques écologiques, par exemple. Cette technologie propriétaire italienne est radicalement différente des autres technologies existantes : elle ne fait pas intervenir d'ozone dans la réaction chimique et permet de produire de nouveaux matériaux au moyen d'un procédé sûr qui a de faibles incidences sur l'environnement.

« Nous avons finalisé un projet de pointe en un temps record, mus par un solide engagement envers la recherche et la conception d'installations industrielles incarnant l'excellence de l'industrie chimique mondiale », a déclaré Daniele Ferrari, PDG de Versalis et président de Matrica, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration. « Matrica apportera une contribution significative à l'innovation et, partant, renforcera la compétitivité du secteur italien de la chimie, en créant une robuste plate-forme technologique capable de catalyser de nouveaux projets dans une optique de durabilité à long terme et d'intégration de la collectivité locale », a-t-il ajouté.

Transformer un ancien site industriel en un pôle de chimie verte

« À ce jour, le projet Matrica représente l'un des plus gros investissements dans le secteur de la chimie verte, dont la réalisation en un temps record a été facilitée également par le soutien financier que la BEI a apporté à ce projet étant donné son caractère innovant, sa viabilité environnementale et ses effets positifs sur l'économie locale », souligne Daniele Ferrari.

La BEI soutient Matrica au moyen d'un prêt de 200 millions d'EUR. Matrica est une coentreprise à parité (50/50) réunissant Versalis (Eni), un acteur mondial de premier plan spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits pétrochimiques, et Novamont, une société chef de file dans le secteur des bioplastiques.

Les premières installations du projet ont nécessité un investissement d'environ 180 millions d'EUR à ce jour. Les travaux de construction ont mobilisé en moyenne 400 employés par jour, mais ce chiffre a parfois dépassé les 700. Actuellement, Matrica emploie quelque 120 personnes et vise un effectif de 145 employés d'ici à la fin de l'année.

« À ce jour, le projet Matrìca représente l'un des plus gros investissements dans le secteur de la chimie verte. »

L'emploi constitue une préoccupation importante dans la région. De nombreux Sardes quittent l'île pour rechercher un emploi sur la péninsule italienne et au-delà. En Sardaigne, le revenu par habitant est inférieur de près de 25 % à la moyenne italienne et le taux de chômage dépasse la barre des 18 %, contre une moyenne de 10,8 % pour l'Union européenne.

Le site pétrochimique déficitaire de Porto Torres n'est pas seulement transformé en un complexe intégré de « chimie verte » rentable et qui aura également d'importantes

retombées sur les plans économique et social. Le projet doit aussi bénéficier à l'industrie, au secteur agricole et à d'autres activités en aval à l'échelle locale.

Encourager une utilisation intelligente des ressources

« Notre modèle d'entreprise consiste à renforcer nos capacités internes en matière de technologie et d'ingénierie, à accroître les synergies liées aux produits avec la chimie traditionnelle et à travailler en réseau avec des partenaires internationaux, de manière à ce que la chimie fondée sur les ressources renouvelables puisse pleinement développer ses possibilités d'innovation », explique Daniele Ferrari.

Le projet comprend la création d'un centre local de R-D axé sur le développement de technologies liées aux produits et aux procédés pour permettre l'intégration de la production industrielle et de la chaîne agricole locale. Actif depuis 2012, le centre de recherche de Matrica se consacre à la définition des profils des matières premières et des produits finis, met en place et maintient des normes, et conçoit des méthodologies nouvelles adaptées à l'analyse des propriétés des produits. Les sept installations pilotes sont un aspect essentiel de ce centre de recherche, car elles lui permettront de continuer à développer les processus des nouvelles technologies mises en œuvre et à concevoir des produits toujours plus innovants, tout en produisant des échantillons destinés aux tests commerciaux.

L'objectif est, à terme, de mettre en commun les connaissances pour créer un « polo verde » ou pôle de chimie verte, qui combinera les matières premières agricoles d'origine locale avec des procédés industriels ultramodernes. À l'avenir, la production utilisera les matières premières cultivées localement, et notamment le chardon. Les installations de Matrica sont situées dans une zone rurale comprenant de nombreuses parcelles isolées qui sont adaptées à la production durable de biomasse à partir de cultures pluriannuelles à faible apport d'intrants.

« La création de la première bioraffinerie intégrée de troisième génération en Sardaigne est l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plus de vingt ans avec un groupe d'opiniâtres chercheurs travaillant dans le secteur des bioplastiques », déclare Catia Bastioli, administratrice déléguée de Novamont et de Matrica. « Cette initiative marque le début d'un nouveau modèle de développement qui combinera harmonieusement l'industrie, l'agriculture, l'environnement, l'innovation technologique et la culture, en mettant en valeur la formidable richesse des ressources humaines, la beauté, les qualités techniques et la biodiversité de cette île et de l'ensemble de l'Italie », conclut-elle. ■

Quand l'innovation financière **rencontre l'innovation pharmaceutique**

En juin 2014, la BEI a signé un accord avec l'entreprise biopharmaceutique multinationale UCB, établie à Bruxelles en Belgique. L'opération est une première puisqu'elle prévoit que la BEI apportera à UCB des financements pour un codéveloppement à risque d'un montant de 75 millions d'EUR au maximum, dans le cadre d'un programme de partage des risques et des rétributions.

Pour que l'économie européenne poursuive sa reprise encore lente, il est essentiel de faire évoluer les modes de fonctionnement et d'innover pour se différencier dans un environnement international concurrentiel. Il est donc logique que la BEI ait placé les compétences et l'innovation parmi ses priorités d'investissement et il est tout aussi naturel qu'elle ait signé une opération innovante avec UCB dans le cadre du nouveau dispositif européen InnovFin de financement de l'innovation que la Commission européenne et la BEI ont mis sur pied conjointement.

Transformer le quotidien des personnes qui souffrent de maladies graves

L'histoire d'UCB est jalonnée d'évolutions. La société a démarré ses activités en 1928 à Bruxelles, en étant centrée sur la chimie industrielle et en détenant une petite activité secondaire axée sur les produits pharmaceutiques. Son profil a relativement changé aujourd'hui puisque son activité périphérique est devenue son principal métier, l'entreprise se focalisant intégralement sur la biopharmacie.

Avec plus de 8 500 employés répartis dans une quarantaine de pays, UCB se consacre à la découverte et à la mise au point de médicaments innovants visant à transformer la vie des patients qui souffrent de maladies graves du système immunitaire ou du système nerveux central, telles que la maladie de Parkinson, la maladie de Crohn, la polyarthrite rhumatoïde et l'épilepsie pour n'en citer que quelques-unes.

Aider des millions de patients

La recherche, le développement et l'innovation, conjugués à des acquisitions stratégiques, ont joué un rôle déterminant en permettant à UCB de lancer plusieurs nouveaux traitements au cours des dix dernières années, en particulier depuis que le groupe a décidé, en 2004, de se recentrer sur la biopharmacie. Après avoir financé des investissements de RDI d'UCB en 2010, la BEI lui apporte à présent un soutien dans le cadre du volet « Grands projets » du nouveau dispositif financier InnovFin.

Aux termes de ce nouvel accord, qui constitue une première, la BEI apportera à UCB jusqu'à 75 millions d'EUR de financements pour un codéveloppement à risque. La Banque investira directement dans certains programmes de R-D sélectionnés dans l'importante réserve de composés potentiellement révolutionnaires d'UCB. Ces produits se situent à différents stades de développement, mais ils pourraient aider des millions de patients.

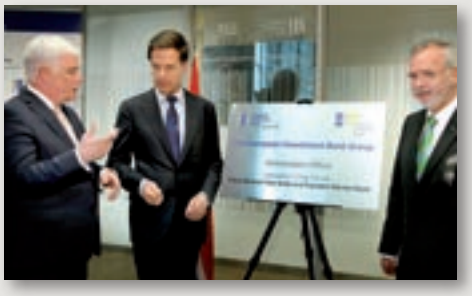
La force par la diversité

Les investissements dans les programmes de recherche et d'innovation d'UCB seront réalisés pendant une période précise. La BEI acquerra et co-détiendra une partie de la propriété intellectuelle qui sera développée conjointement dans le cadre de ces programmes. UCB n'effectuera des paiements à la BEI que lors du franchissement d'étapes prédéfinies. Dans la mesure où les programmes se situent à différents stades, ces jalons seront variés. Il pourra, par exemple, s'agir de l'atteinte du critère principal d'évaluation de l'étude clinique ou de l'obtention de l'approbation réglementaire d'un composé. À la fin de l'accord, UCB réacquerra la totalité de la propriété intellectuelle.

Cette approche de « financement du codéveloppement à risque » met en lumière la capacité de prise de risques de la BEI pour ce qui est du soutien aux entreprises innovantes. Les paiements que recevra la BEI seront conditionnés au franchissement d'étapes et l'étalement des programmes permettra une répartition des risques et des rétributions. Grâce à ce mécanisme, UCB peut mieux diversifier ses investissements en R-D et accélérer des projets individuels, en acheminant des fonds vers certaines opérations plus risquées et puis d'autres moins risquées. En raison de l'indépendance des programmes, la probabilité qu'aucune étape importante ne soit atteinte est nettement plus faible que dans le cas, par exemple, du financement d'une seule filière d'activité classique.

Il est essentiel pour l'Europe d'innover. Il est fort probable que cette première opération d'envergure au titre d'InnovFin devienne une référence en matière de progrès et de soins. ■

Nouveau bureau d'Amsterdam



La nouvelle représentation permanente de la BEI aux Pays-Bas, avec son bureau situé au cœur du quartier d'affaires d'Amsterdam-Zuid, a été inaugurée en mai par Mark Rutte, Premier ministre néerlandais, et Werner Hoyer, président de la Banque. Johan-Willem Löhr dirige ce nouveau bureau.

Calendrier

- **31.08 -05.09.2014**
  Semaine mondiale de l'eau, Stockholm.
- **02-04.09.2014**
  Forum économique, Krynica (Pologne)
- **04-05.09.2014**
  La reprise économique et les PME, Lisbonne

Plus @ www.bei.org.events

Ça bouge @ la BEI

Guy Clausse

a été nommé doyen de l'Institut BEI où il succède à Rémy Jacob.

Luca Lazzaroli

a été nommé secrétaire général adjoint au sein du secrétariat général.

Paolo Lombardo

a été nommé à la tête du département Risques de crédit au sein de la direction de la gestion des risques.

Marc Schublin

a été nommé à la tête du département Responsabilité d'entreprise et société civile au sein du secrétariat général.

François Trevoux

a été nommé à la tête du département Énergie au sein de la direction des projets.

Publications

- Rapport sur les PME 2013
- Brochure sur le financement de l'action pour le climat
- Brochure sur les instruments innovants pour le financement climatique
- Empreinte carbone pour l'année 2013
- Rapport annuel 2013 sur l'activité de la BEI en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer
- Brochure sur l'impact de la BEI en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique
- Rapport sur les résultats des opérations de la BEI à l'extérieur de l'UE – Vue d'ensemble de 2013

Plus @ www.bei.org/publications

Rapport 2013 sur les résultats des opérations de la BEI en dehors de l'UE

Le Rapport 2013 sur les résultats des opérations de la BEI en dehors de l'UE décrit l'activité de la BEI sur l'exercice écoulé au-delà des frontières de l'Europe : pays préadhésion, pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, pays voisins, pays partenaires méditerranéens, Asie et Amérique latine. Il présente également les résultats des projets achevés. Le rapport 2013 est le deuxième depuis l'adoption du Cadre de mesure des résultats (REM), qui constitue un outil tant pour l'évaluation ex ante des projets que pour le suivi et le compte rendu des résultats effectivement obtenus.

Banque européenne d'investissement
La banque de l'UE

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
(+352) 43 79 1
(+352) 43 77 04

Veuillez consulter le site web de la Banque pour obtenir la liste actualisée des bureaux existants et leurs coordonnées.

QH-AA-14-154-FR-C © BEI - 07/2014 - FR

La Banque européenne d'investissement **noue des partenariats pour accélérer l'innovation en Europe**

Appuyer les investissements axés sur l'innovation, les compétences et la compétitivité accrue fait partie de la mission de la BEI consistant à soutenir à la croissance et l'emploi en Europe. En tant que banque de l'UE, la BEI noue des partenariats pour aider les acteurs de l'innovation à transformer les bonnes idées en véritables créneaux d'activité et offrir de nouvelles perspectives à la jeunesse européenne. www.bei.org

Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE